

[Voir plus d'articles](#) ▼

prolongées par l'interventionnisme de l'État



Rainer Zitelmann

Publié le 28 août 2024

Rainer Zitelmann, historien, sociologue et contributeur régulier pour Contrepoints propose une série de 8 articles autour de son livre *In Defense of Capitalism* qui vise à désarmer certains préjugés des pourfendeurs du capitalisme.

Depuis que les anticapitalistes existent, ils anticipent la grande crise qui provoquerait l'effondrement final et irréversible du capitalisme. Karl Marx croyait avoir découvert un certain nombre de « lois » économiques qui conduiraient inévitablement à la chute du capitalisme, comme la « baisse tendancielle du taux de profit » ou l'appauvrissement du prolétariat. Pour les anticapitalistes, les crises économiques ont toujours été avant tout une source d'espoir, celui de voir le capitalisme s'effondrer sur lui-même.

Malheureusement pour eux, leurs espoirs ont été déçus à maintes reprises. À bien des égards, les anticapitalistes s'apparentent à une secte apocalyptique, annonçant sans relâche de nouvelles dates pour la fin du monde après que leurs précédentes prophéties se sont révélées infructueuses, et que la vie a repris son cours normal.

Lors de la **crise financière de 2008**, les anticapitalistes ont cru que la fin tant attendue du capitalisme était enfin arrivée. Lorsque le capitalisme a survécu à cette crise, ils ont

été contraints d'attendre et de puiser de l'espoir dans la crise du coronavirus de 2020-21. Dès les premiers jours de **la pandémie de Covid-19**, les intellectuels de gauche ont souvent exprimé leur espoir que la pandémie réaliserait enfin ce dont ils avaient rêvé pendant la crise financière de 2008, à savoir une réorganisation fondamentale de la société et la défaite finale du capitalisme. William Davies, sociologue britannique, a publié un article dans *The Guardian* sous le titre : « La dernière crise mondiale n'a pas changé le monde. Mais celle-ci pourrait le faire ».

Les crises font partie du capitalisme, et même si leurs effets à court terme entraînent de gros problèmes pour les entreprises et leurs travailleurs, elles ont des effets très positifs à moyen et long terme, ce à quoi faisait référence l'économiste politique autrichien Joseph Schumpeter lorsqu'il a inventé le terme de « destruction créatrice ».

À lire aussi :



« Destruction créatrice » : pour en finir avec les contresens

La destruction créatrice est, pour Schumpeter, essentielle à la dynamique du capitalisme car elle est le processus par lequel un nouveau modèle, porté par les innovations, se substitue au précédent.

Mais lorsque les hommes politiques s'en mêlent, les crises s'aggravent souvent et durent plus longtemps que nécessaire. ^

L'économiste américain **Thomas J. DiLorenzo** compare l'approche adoptée par le gouvernement américain sous le président **Martin Van Buren** pour faire face à la dépression de 1837 avec la réponse du président Franklin D. Roosevelt à la grande dépression de 1929. Van Buren a poursuivi une politique de laissez-faire sans équivoque et a résisté à toutes les propositions d'action directe du gouvernement et d'interventionnisme, ce qui a permis de mettre fin très rapidement à la crise.

En revanche, Franklin D. Roosevelt a lancé son **New Deal**, qui s'appuyait sur une série complète de programmes gouvernementaux et poursuivait une politique anticapitaliste et interventionniste. Contrairement au mythe répandu par les anticapitalistes selon lequel le New Deal a mis fin à la crise, les politiques de Roosevelt l'ont en fait prolongée.

Le taux de chômage, qui n'était que de 3,2 % en 1929, atteint 14,6 % en 1940. Le taux de chômage moyen entre 1933 et 1940 a même atteint 17,7 %. Le PIB par habitant des États-Unis, qui était de 857 dollars en 1929, était encore à peine supérieur à ce niveau onze ans plus tard, en 1940, avec 916 dollars. Les dépenses de consommation personnelle, qui s'élevaient à 78,9 milliards de dollars en 1929, sont tombées à 71,9 milliards de dollars en 1940.

À lire aussi :

La vérité sur la Grande Dépression et le New Deal



La politique budgétaire n'explique en rien le redressement de l'économie américaine à la suite de la grande dépression.



Contrepoints

16

Qu'en est-il de la crise financière mondiale de 2008 ?

Les politiciens et les médias ont blâmé la « déréglementation » des marchés financiers. Mais même les économistes britanniques **Paul Collier** et **John Kay**, qui ont affirmé à tort

que le « fondamentalisme du marché » avait fini par dominer la politique économique ^ des sociétés occidentales au cours des dernières décennies, sont obligés de concéder :

« Ceux qui imputent la crise financière à la déréglementation ne reconnaissent pas qu'il y a aujourd'hui, et qu'il y avait en 2008, beaucoup plus de réglementation financière que jamais auparavant : l'État a été de plus en plus actif, mais de moins en moins efficace ».

Nulle part ailleurs les principes économiques de l'économie de marché ne sont aussi peu présents que dans le monde de la finance. Et aucun secteur n'est aussi fortement réglementé et supervisé par l'État, à l'exception peut-être du secteur des soins de santé. Le fait que les deux secteurs de l'économie les plus strictement réglementés par l'État soient les plus instables devrait faire réfléchir les détracteurs du capitalisme. Bien sûr, des réglementations sont nécessaires dans ces deux domaines. Mais le slogan « davantage de réglementation aide plus » est manifestement erroné.

La grande majorité des crises sont simplement des caractéristiques du flux et du reflux réguliers des ondulations économiques normales, c'est-à-dire des intensifications et des ralentissements cycliques de la croissance économique, qui s'estompent après quelques mois ou même une année. Il est indéniable que bon nombre des crises qui se sont produites au cours des quelque 120 dernières années ont été déclenchées, ou du moins considérablement aggravées et prolongées, par l'interventionnisme populiste des dirigeants politiques.

Contrepoints
